



# BREF

## ILE-DE-FRANCE

### Bulletin trimestriel d'informations sur le marché du travail

Le marché du travail francilien a continué à se dégrader sensiblement au cours du troisième trimestre 2009.

Pour le deuxième trimestre consécutif, la situation de l'Ile-de-France évolue moins bien que celle de la France métropolitaine. Ainsi, le taux de chômage régional s'est établi à 7,9% de la population active, soit une augmentation de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. En France métropolitaine, celui-ci est resté stable.

La croissance de la demande d'emploi s'est ralentie, mais reste importante : +4,2 % en catégorie A (personnes n'ayant pas travaillé, même une heure, au cours du mois), soit près de 20000 inscrits supplémentaires. Le rythme de la hausse régionale est désormais deux fois supérieur à celui observé en France métropolitaine.

Cette hausse du nombre de demandeurs d'emploi est à mettre en relation avec les destructions de postes observées dans la région : plus de 20 000 selon Pôle emploi services

La baisse de l'emploi salarié francilien est de nouveau supérieure à celle observée en France métropolitaine.

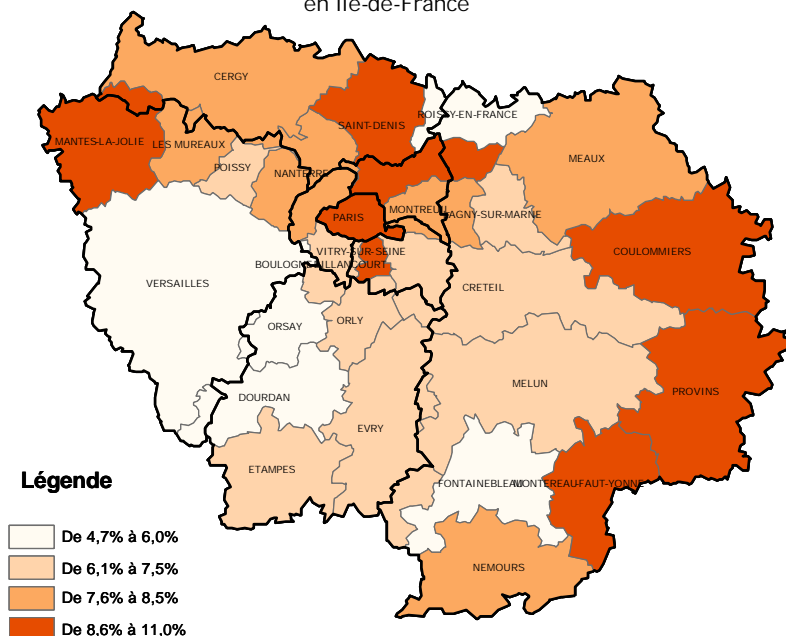
Toutefois, quelques indicateurs semblent indiquer une éclaircie dans l'activité économique :

L'activité intérimaire a rebondi en Ile-de-France comme en France métropolitaine au troisième trimestre : +5,5 % en données CVS.

Le nombre d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi a atteint un palier et ne chute plus.

Le nombre de procédures de licenciement collectif ouvertes au cours du troisième trimestre en Ile-de-France est inférieur à celui observé le trimestre précédent. Mais le nombre d'emplois menacés par l'ouverture de ces procédures a peu reculé.

Taux de chômage localisés par zone d'emploi au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 en Ile-de-France



Source : INSEE

#### LES CHIFFRES DE SEPTEMBRE 2009 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.A) : 489 270

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 4,2 %

Evolution sur 1 an : + 24,2 %

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.ABC) : 674 560

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 4,4 %

Evolution sur 1 an : + 18,5 %

Taux de chômage localisé au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 :

Ile-de-France : 7,9 %

France : 9,1 %

Emploi salarié Unedic CVS en fin de trimestre : 4 082 300

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : - 0,5 %

Evolution sur 1 an : - 1,7 %

#### SOMMAIRE

Les évolutions récentes du marché du travail	pages 2-3
Les évolutions de l'emploi au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	page 4
L'activité intérimaire au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	page 5
Les tensions sur le marché du travail au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009	page 6
Les tensions sur le marché du travail des métiers du bâtiment et des travaux publics	page 7
Les plans de sauvegarde de l'emploi au 3 <sup>ème</sup> trimestre	page 8

**y Forte hausse du taux de chômage francilien**

Au cours du troisième trimestre 2009, le taux de chômage francilien s'est établi à 7,9 % de la population active, soit une augmentation de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. C'est le sixième trimestre consécutif de hausse.

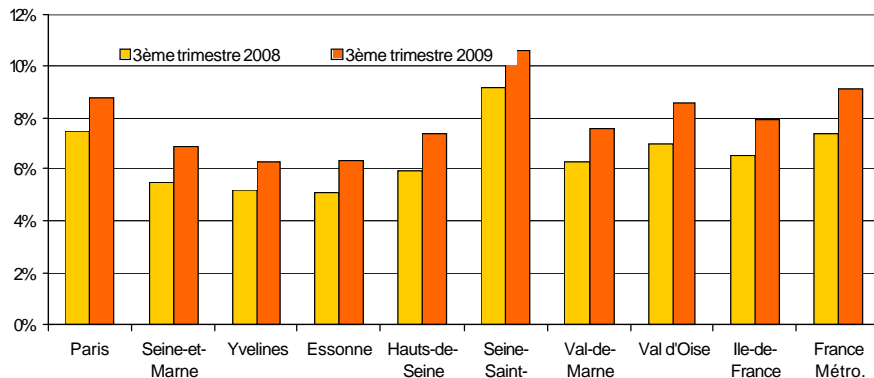
Ce rythme de progression est plus faible que celui observé au trimestre précédent (chiffre révisé), la situation du marché du travail se dégrade toujours dans la région alors qu'en France métropolitaine, la hausse s'est arrêtée (+0,0 point en un trimestre).

La hausse trimestrielle du taux de chômage localisé s'est toutefois ralentie dans tous les départements franciliens, sauf en Essonne où elle s'est maintenue au rythme du 2<sup>ème</sup> trimestre. Elle est comprise entre +0,1 point (Yvelines, Seine-et-Marne) et +0,3 point (Paris, Hauts-de-Seine, Essonne).

En rythme annuel, la hausse du taux de chômage francilien a atteint +1,3 point, contre +1,7 point en France métropolitaine. La hausse est sensible dans tous les départements franciliens, la plus forte augmentation annuelle étant enregistrée dans le Val-d'Oise (+1,6 point).

C'est dans les zones d'emploi de Saint-Denis et de Mantes-la-jolie que les taux de chômage sont les plus élevés dans la région (respectivement 11,0 % et 10,5 %). Les plus fortes hausses annuelles (supérieures à 2 points) ont été enregistrées dans les zones d'emploi de Montereau-Fault-Yonne et Coullommiers.

Evolution du taux de chômage localisé en Ile-de-France entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2009



Source : INSEE

**y 19 780 demandeurs d'emploi supplémentaires au troisième trimestre 2009, en catégorie A**

A la fin du mois de septembre 2009, 489 270 personnes inscrites à Pôle emploi recherchaient un emploi à durée indéterminée ou non, à temps plein ou partiel, étaient immédiatement disponibles pour l'occuper et n'avaient pas travaillé, même une heure, au cours du mois (catégorie A, corrigée des variations saisonnières). Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois (catégorie ABC), 674 560 personnes étaient inscrites à Pôle emploi et étaient immédiatement disponibles pour un emploi.

La hausse de la demande d'emploi francilienne est restée forte au troisième trimestre : +4,2 % en catégorie A, contre +5,0 % le trimestre précédent. Elle est dorénavant nettement supérieure à celle observée en France métropolitaine (+2,0 %). Par département, la progression trimestrielle de la demande d'emploi a été partout supérieure à la moyen-

ne nationale, allant de +2,8 % en Seine-et-Marne à +5,5 % en Essonne. Dans ce dernier, la hausse est plus forte qu'au trimestre précédent, alors qu'elle a ralenti dans tous les autres départements.

Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégorie ABC), l'augmentation du nombre d'inscrits à Pôle emploi est également plus élevée dans la région qu'en France métropolitaine. De plus, elle est plus importante que la hausse des inscrits n'ayant exercé aucune activité, ce qui constitue une nouveauté depuis le début de la crise.

La progression annuelle du nombre d'inscrits à Pôle emploi est maintenant identique à celle observée en France métropolitaine. Elle est la plus élevée dans les départements qui étaient en situation de quasi plein emploi (Essonne, Seine-et-Marne) et où la part des jeunes dans les inscrits est la plus importante. Cette classe d'âge a, en effet, été particulièrement touchée par la montée du chômage.

Demande d'emploi à la fin du mois de septembre 2009	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Ile-de-France	France
Taux de chômage en % (en moyenne sur le trimestre)	8,8	6,9	6,3	6,4	7,4	10,6	7,6	8,6	7,9	9,1
Evolution trimestrielle (en points)	0,3	0,1	0,1	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
<b>DEFM catégorie A (données CVS)</b>	<b>110 550</b>	<b>46 140</b>	<b>46 370</b>	<b>40 560</b>	<b>60 410</b>	<b>80 280</b>	<b>52 180</b>	<b>52 780</b>	<b>489 270</b>	<b>2 574 900</b>
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	4,1	2,8	3,9	5,5	4,8	4,5	4,3	3,8	4,2	2,0
Evolution sur 1 an ((% CVS)	21,5	27,5	27,5	29,6	25,9	19,9	23,4	25,8	24,2	25,1
<b>DEFM catégorie ABC (données CVS)</b>	<b>161 150</b>	<b>64 070</b>	<b>63 480</b>	<b>55 120</b>	<b>82 320</b>	<b>107 210</b>	<b>70 600</b>	<b>70 610</b>	<b>674 560</b>	<b>3 745 200</b>
Evolution sur 1 trimestre (% CVS)	3,3	4,3	4,9	5,7	5,0	4,6	4,2	4,6	4,4	3,0
Evolution sur 1 an (% CVS)	14,3	22,2	21,3	24,5	19,3	16,5	18,9	20,4	18,5	20,8
Part des femmes (% CVS)	48,2	49,1	47,7	48,2	48,6	46,7	47,9	47,7	48,0	50,1
Part des jeunes (% CVS)	6,3	17,5	13,5	15,2	9,2	12,3	12,1	14,8	11,6	17,0
Part des inscrits depuis plus d'un an (% CVS)	40,3	28,4	29,3	26,3	32,0	31,9	30,9	31,1	32,7	31,4

Sources : INSEE, DARES / Pôle emploi - calcul des CVS : DRTEFP/SEPES

**y La progression du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi ne faiblit pas**

Au troisième trimestre, le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a continué à augmenter rapidement en Ile-de-France (+5,2 % en catégorie ABC, CVS), alors que la hausse a nettement ralenti en France métropolitaine (+0,7 % CVS). Si elle a débuté plus tard que dans le reste du pays, la hausse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi franciliens ne faiblit toujours pas et elle est dorénavant supérieure à celle observée en France métropolitaine en rythme annuel. A fin septembre, 78 090 jeunes franciliens étaient inscrits à Pôle emploi, soit 11,6 % des inscrits de la région. La hausse annuelle est sensible dans tous les départements franciliens : elle varie entre +25,4 % en Seine-Saint-Denis et +39,7 % en Essonne.

L'augmentation trimestrielle du nombre d'inscrits à Pôle emploi âgés de 25 à 49 ans et de seniors âgés de 50 et plus est proche de celle observée pour les mêmes classes d'âge en France métropolitaine. La croissance de la demande d'emploi senior a été identique à celle des jeunes dans la région. Cette hausse est régulière depuis trois trimestres et elle atteint maintenant +17,0 % en rythme annuel.

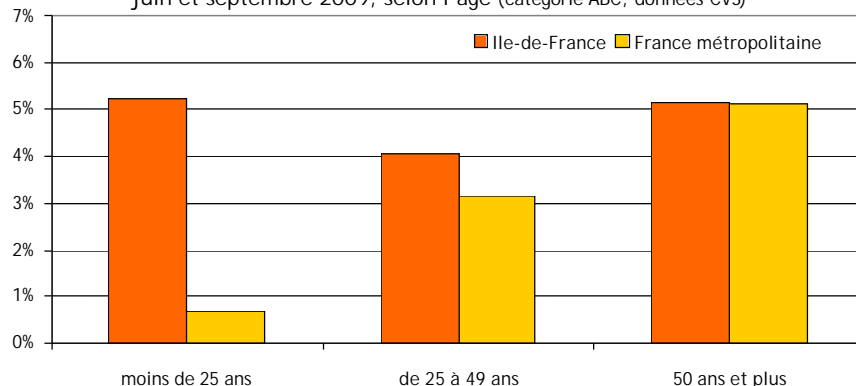
Pour la première fois depuis le début de la crise, le nombre de femmes inscrites à Pôle emploi a augmenté plus vite que le nombre d'hommes en un trimestre (catégorie ABC CVS), soit respectivement de +4,8 % et +4,0 %.

**y Une hausse générale quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle**

La hausse de la demande d'emploi a été générale, quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle. Les hausses trimestrielles les plus fortes ont été observées pour les professions intermédiaires (+5,9 %) et les employés (+5,5 %), notamment les employés de commerce (+6,2 %). Le nombre d'ouvriers inscrits à Pôle emploi a continué à progresser, mais à un rythme ralenti par rapport aux trimestres précédents.

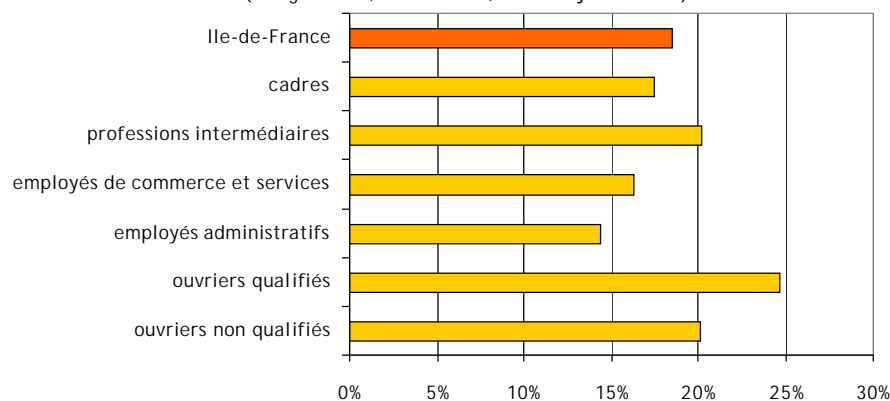
En rythme annuel, la progression la plus forte concerne tou-

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France et en France métropolitaine entre juin et septembre 2009, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS)



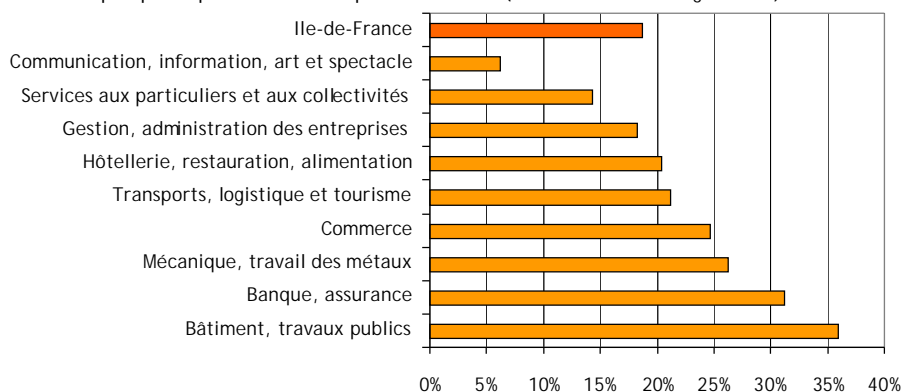
Source : DARES / Pôle emploi - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France, selon la catégorie socioprofessionnelle (catégorie ABC, données CVS, base 100 janvier 2008)



Source : DARES / Pôle emploi - traitement DRTEFP Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France de septembre 2008 à septembre 2009, par principaux domaines professionnels (données brutes - catégorie ABC)



Source : DARES / ANPE - traitement DRTEFP Ile-de-France

jours les ouvriers, premiers touchés par la dégradation du marché du travail, mais les écarts sont de moins en moins marqués.

**y Une progression toujours très forte dans le BTP**

Plus de 107 000 demandeurs d'emplois supplémentaires ont été enregistrés à Pôle emploi en un an. Les plus fortes hausses annuelles concernent des métiers souvent très qualifiés : informatique : +45,8 %, ingénieurs et cadres de l'industrie : +41,1 %.

Elles s'appliquent toutefois à un nombre réduit d'inscrits. Ainsi, malgré une hausse très élevée, seuls 12 210 demandeurs d'emploi recherchent un métier relevant de l'informatique. De même, malgré une hausse de plus de 31 % en un an, on ne comptait à fin septembre 2009 que 8 500 inscrits sur des métiers de la banque / assurance. En revanche, la hausse de 36 % dans les métiers relevant du BTP correspond à une augmentation de plus de 11 000 demandeurs d'emploi dans ce domaine professionnel.

y L'emploi recule toujours...

D'après les estimations trimestrielles de Pôle emploi services, l'Ile de France comptait 4 082 300 salariés dans le secteur privé non agricole (données corrigées des variations saisonnières) à la fin du troisième trimestre 2009, soit une perte de 21 900 emplois en un trimestre (-0,5 %). Dans le même temps, l'emploi salarié privé non agricole a reculé de 0,3 % en France métropolitaine (soit -48 200 postes). Les pertes d'emploi franciliennes ont ainsi représenté près de la moitié des destructions d'emploi observées dans le pays et le nombre de salariés employés par les entreprises cotisant à l'assurance chômage est revenu au niveau observé au deuxième trimestre 2007.

Sur un champ plus large, l'URSSAF constate une diminution un peu plus faible de l'emploi salarié, en Ile-de-France (-0,3 %), très proche de l'évolution en France métropolitaine (-0,4 %). La tendance est donc au ralentissement du rythme des destructions d'emploi dans la région comme dans le reste du pays.

En glissement annuel, 69 000 emplois salariés du secteur concurrentiel ont été détruits dans la région (-1,7 %), selon Pôle emploi services. La baisse de l'emploi salarié métropolitain atteint, quant à elle, -2,2 %. L'URSSAF estime le recul de l'emploi salarié francilien à -2,0 % en rythme annuel (-2,8 % en France métropolitaine), soit un niveau un peu supérieur.

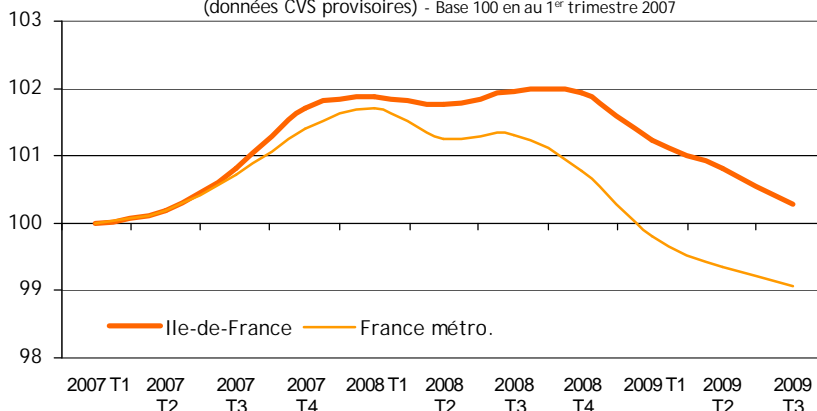
y ...plus fortement à Paris et en Val-d'Oise

Par département, les estimations de Pôle emploi services et de l'URSSAF montreraient un recul annuel plus fort à Paris (-3,0 %) et dans le Val d'Oise (-2,5 %).

Le recul de l'emploi salarié est également important dans les Yvelines et le Val-de-Marne, selon l'URSSAF, avec une diminution supérieure à 2,0 % en un an. L'Unedic indique en revanche une forte baisse en Seine-et-Marne, ce que l'URSSAF ne confirme pas.

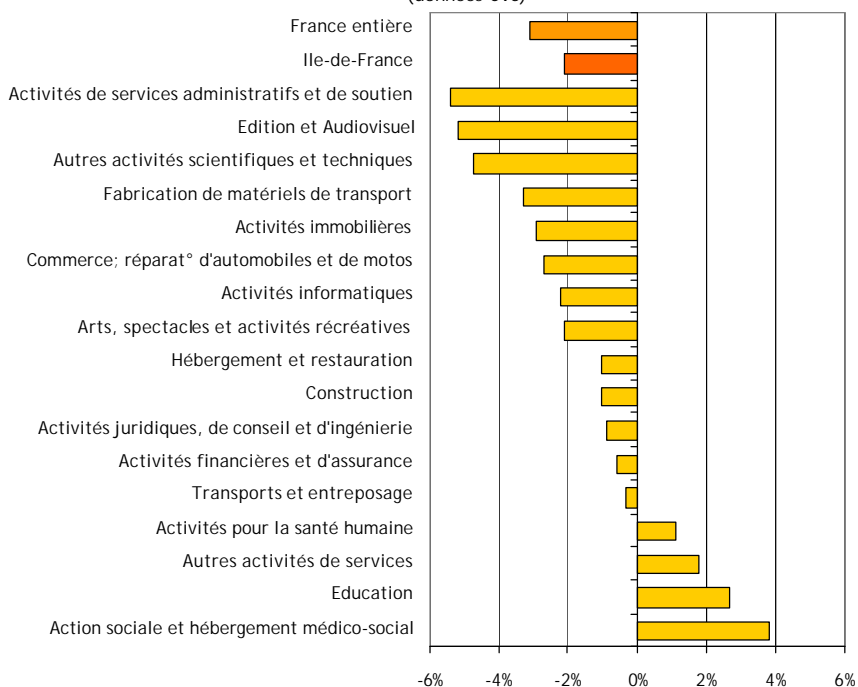
Deux autres départements enregistrent, selon l'URSSAF, un repli de l'emploi salarié nettement plus faible que la moyenne régionale : les Hauts de Seine (-1,3 %) et la Seine-Saint-Denis (-1,5 %).

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur concurrentiel non agricole (données CVS provisoires) - Base 100 en au 1<sup>er</sup> trimestre 2007



Sources : Pôle emploi - DARES

Evolutions annuelles de l'emploi salarié par secteur d'activité entre le troisième trimestre 2008 et le troisième trimestre 2009 (données CVS)



Source : URSSAF

y De fortes pertes d'emploi industriel

En rythme annuel, la dégradation de l'emploi industriel francilien s'est accentuée : -4,0 % selon l'URSSAF, -4,3 % selon Pôle emploi services. Cette évolution est très proche de celle observée dans l'ensemble du pays (-4,9 %). Les secteurs les plus touchés seraient la chimie, la métallurgie, le bois papier et l'industrie du meuble. L'agro-alimentaire a mieux résisté, ainsi que l'industrie du transport et l'électricité électronique.

La construction a enregistré une baisse de ses effectifs salariés limitée dans la région (-1,0 % selon l'URSSAF, -0,1 % selon Pôle emploi

services). La diminution a été beaucoup plus forte dans ce secteur en France métropolitaine.

Près de 50 000 emplois ont été détruits dans le secteur tertiaire en Ile-de-France, notamment dans les activités de services administratifs et de soutien, dans l'édition / audiovisuel et dans l'immobilier.

De rares secteurs échappent encore à la crise économique : l'action sociale (147 000 salariés en Ile-de-France selon l'URSSAF, +3,8 % en un an), les activités pour la santé humaine (+1,1%) et l'éducation (hors éducation nationale), +2,7%. L'emploi dans les autres activités de services (réparations, coiffure...) a également progressé.

y Légère reprise de l'intérim...

Au cours du troisième trimestre 2009, plus de 703 000 missions d'intérim ont été conclues dans les établissements de la région, ce qui représente en moyenne journalière près de 93 000 emplois équivalents temps plein (EETP).

La baisse de l'activité intérimaire avait été moins marquée au deuxième trimestre 2009 (-4,2 %) qu'au premier (-11,4 %). Le troisième trimestre enregistre un début de reprise, avec une hausse de +5,5 % en données corrigées des variations saisonnières (CVS), soit une progression de plus de 4 600 EETP.

Néanmoins, en un an, le nombre de contrats conclus a diminué de -10,7 % par rapport au troisième trimestre de 2008, tout comme le nombre d'EETP (-18,0 %).

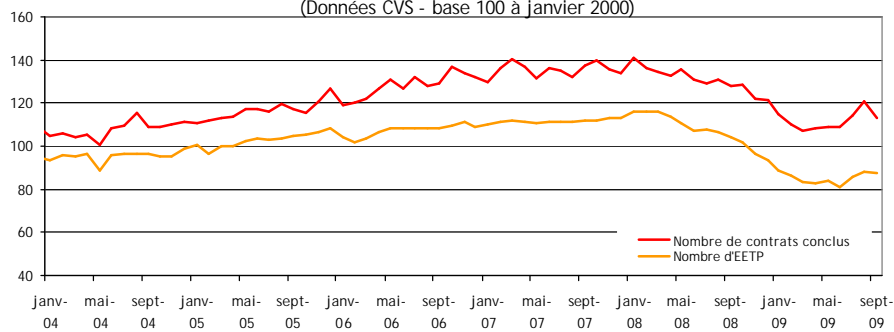
Cette baisse annuelle reste très supérieure à celle de l'emploi salarié (-2,0 % en un an selon l'URSSAF), même si le recul annuel de l'activité intérimaire en Ile-de-France est moins marqué qu'au niveau national : -23,5 % pour le nombre d'EETP.

y ... avec des rythmes différents suivant les secteurs d'activité...

Sur un an, la baisse de l'activité intérimaire concerne tous les secteurs d'activité, en particulier l'industrie: le nombre d'intérimaires diminue de -42,7 % dans la métallurgie, de -38,1 % dans l'industrie plastique et de -23,6 % dans la fabrication de matériels de transport. Les secteurs de l'industrie agro-alimentaire et de la production et distribution d'eau/gestion des déchets sont moins touchés (respectivement -9,3 % et -5,8 %).

Toutefois, la fabrication de matériels de transport, regroupant essentiellement l'aéronautique et l'industrie automobile poursuit ces derniers mois la reprise entamée en juin 2009 : après une hausse de +14,4 % du nombre d'EETP entre le deuxième et le premier trimestre 2009, la progression est très importante au troisième trimestre : +48,4 % en données CVS. Le même phénomène apparaît dans la métallurgie mais dans une moindre mesure.

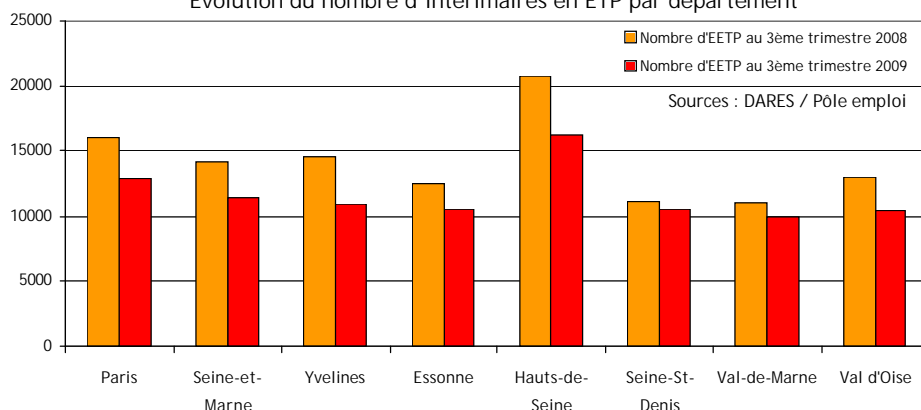
Evolution du nombre de contrats conclus et d'EETP (Données CVS - base 100 à janvier 2000)



Sources : DARES / Pôle emploi

Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 3ème trimestre 2009	Nombre de contrats conclus	Evolution du nombre de contrats par rapport au 3ème trimestre 2008	Nombre d'EETP	Evolution du nombre d'EETP par rapport au 3ème trimestre 2008	Durée moyenne des missions (en jour)	Taux de recours en 2008
Sources : DARES / Pôle emploi						
Construction	71 196	-12,1%	17 293	-11,2%	15,1	6,3%
Transports et entreposage	140 199	-11,9%	13 928	-16,8%	6,2	7,2%
Commerce de gros hors automobile	45 549	-14,4%	6 863	-21,6%	10,1	2,8%
Activités de services adm° et de soutien	61 860	-11,7%	6 510	-14,3%	6,7	1,4%
Activités juridiques, de conseil et d'ing°	23 502	-30,3%	4 753	-26,8%	13,5	1,9%
Activités financières et d'assurance	10 830	-1,0%	4 258	-0,6%	25,5	1,4%
Fabrication de matériels de transport	7 785	-17,9%	4 040	-23,6%	27,1	5,7%
Commerce de détail hors automobile	42 409	1,8%	3 332	-14,8%	5,1	1,2%
Hébergement et restauration	75 342	2,9%	3 168	-7,2%	2,7	1,3%
Prod° et distri° d'eau, gestion des déchets	29 271	-3,5%	2 949	-5,8%	6,3	8,9%
Industries agro-alimentaires	25 110	4,8%	2 333	-9,3%	6,3	4,9%
Industrie plastiques, prod° non minéraux	10 201	-28,4%	1 577	-38,1%	10,3	9,4%
Métallurgie	5 797	-30,1%	1 126	-42,7%	13,0	5,6%
Activités pour la santé humaine	32 472	0,2%	1 118	-3,6%	2,3	1,2%
Ile-de-France	703 734	-10,7%	92 801	-18,0%	7,6	2,6%

Evolution du nombre d'intérimaires en ETP par département



Sources : DARES / Pôle emploi

Le BTP, premier utilisateur de l'intérim en Ile-de-France, voit son activité intérimaire enregistrer un recul de -11,2 % en un an. Cependant, entre le deuxième et le troisième trimestre 2009, le rebond de l'intérim dans ce secteur est également vérifié (+2,6 %).

La reprise semble aussi concerner le tertiaire, mais elle n'est pas homogène suivant les secteurs : par rapport au deuxième trimestre, le nombre d'EETP augmente de +10,9 % dans le secteur de l'hébergement et restauration, de +7,4 % dans le commerce de détail, de +6,4 % dans les activités financières et d'assurance et de +5,1 % dans les transports et entreposage.

y ... et les départements franciliens

Tous les départements franciliens ont connu une baisse annuelle de l'activité intérimaire, mais avec des différences importantes, liées à la structure des activités dominantes dans ces départements.

Ainsi, les Yvelines, où l'industrie automobile est très présente et la Seine-et-Marne, de par l'importance du secteur des transports avaient été très affectés en début d'année. Mais ces deux départements voient leur nombre d'EETP augmenter de respectivement 8,7 % et 7,2 % entre le troisième et le deuxième trimestre 2009 (données CVS).

**Il y a un taux de tension toujours en nette diminution...**

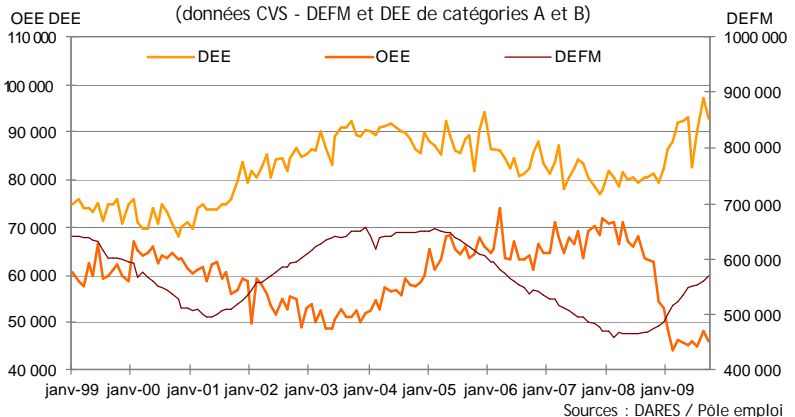
Au troisième trimestre 2009, le rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi s'établit à 0,45 point en Ile-de-France. Ce ratio « offres sur demandes », communément appelé taux de tension, signifie que, de juillet à septembre 2009, 45 offres d'emploi ont été confiées à Pôle emploi pour 100 nouvelles inscriptions de demandeurs d'emploi.

Tous métiers confondus, le rapport « offres sur demandes » est inférieur de - 0,29 point à celui relevé à la même période de 2008. Le mouvement de desserrement des tensions, observé à partir du quatrième trimestre 2008 en Ile-de-France, se poursuit donc au troisième trimestre 2009, pour atteindre son plus bas niveau jamais observé.

**Il y a ...consécutif à des offres d'emploi en net repli...**

Si le flux d'offres d'emploi, après avoir chuté à partir de l'été 2008 jusqu'à février 2009 en Ile-de-France, semble désormais s'être stabilisé, il affiche néanmoins un niveau extrêmement bas, jamais observé : 140 800 offres confiées à Pôle emploi de juillet à septembre 2009. Entre les troisièmes trimestres 2008 et 2009, le volume d'offres d'emploi est donc en net repli (- 28,7 %) et explique en premier lieu la contraction des tensions à l'échelle régionale entre ces deux périodes.

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi, de janvier 1999 à septembre 2009



Seuls quelques rares métiers affichent une progression sensible des offres d'emploi correspondantes. C'est le cas notamment des ouvriers non qualifiés de la mécanique et de la métallurgie.

Contrairement aux précédents trimestres, la contraction du volume d'offres d'emploi s'accompagne d'une amélioration de la qualité des postes proposés, puisque 53,8 % des offres confiées à Pôle emploi au troisième trimestre 2009 concernent des postes durables, contre 51,2 % à la même période l'an passé. Cette augmentation de la durée des contrats proposés est particulièrement notable chez les professionnels de l'hôtellerie/café/restauration.

**Il y a ...et à un flux d'inscriptions toujours en hausse**

En dépit d'un ralentissement en septembre 2009, le flux de demandes d'emploi enregistrées au troi-

sième trimestre 2009 en Ile-de-France reste supérieur de + 16,2 % à la même période de 2008. Il contribue donc également à la diminution du ratio francilien « offres sur demandes ».

**Il y a Des sorties de Pôle emploi plus lentes**

Le taux d'écoulement de la demande d'emploi, sur un an, affiche un niveau historiquement bas à fin septembre 2009 : 62,1 %. Cela signifie que sur 100 demandeurs présents fin septembre 2008, ou inscrits au cours des 12 derniers mois, seuls 62,1 sont sortis des fichiers de Pôle emploi (contre 67,4 l'an passé). Dans un contexte de hausse significative des flux d'inscription, cette moindre rapidité de sorties de Pôle emploi se traduit mécaniquement par une augmentation importante de la demande d'emploi en stock : +21,9 % en un an (catégories A et B).

Les principaux indicateurs de tension au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009 en Ile-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre juillet et septembre 2008 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre juillet et septembre 2009 (1)	Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre juillet et septembre 2009 (2)	Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, en septembre 2009 (3)	DEFM de catégories A et B à fin septembre 2009	Evolution du stock de DEFM de catégories A et B entre septembre 2008 et septembre 2009	Evolution des offres d'emploi enregistrées (3 <sup>ème</sup> trimestre 2009 / 3 <sup>ème</sup> trimestre 2008)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2009 (4)	Enquête Pôle emploi / BMO 2009 Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	0,65	0,38	49,0%	64,7%	3 957	51,0%	-27,1%	84,0%	70,0%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,57	0,34	49,4%	64,2%	14 773	38,1%	-29,9%	88,0%	70,0%
Techniciens du bâtiment et des travaux publics	2,09	1,02	56,5%	62,6%	2 445	36,1%	-44,1%	90,9%	56,3%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,80	0,77	39,4%	59,7%	1 303	36,2%	-47,1%	90,3%	62,3%
TAM de la maintenance et de l'organisation	1,01	0,55	68,7%	62,5%	8 537	30,7%	-35,7%	86,0%	65,1%
Caissiers, employés de libre service	1,08	0,67	35,3%	68,0%	12 813	19,7%	-28,5%	95,3%	34,2%
Vendeurs	0,78	0,53	64,8%	66,3%	27 312	20,5%	-23,9%	90,7%	36,6%
Bouchers, charcutiers, boulangers	0,97	0,84	87,4%	66,5%	2 291	21,6%	-7,9%	86,6%	74,2%
Cuisiniers	1,56	0,85	50,1%	66,9%	7 660	24,3%	-38,6%	93,0%	56,1%
Informaticiens	1,25	0,45	81,6%	57,3%	11 289	52,5%	-48,2%	91,0%	52,8%
Aides-soignants	0,40	0,37	78,3%	71,0%	2 434	10,2%	-9,1%	90,5%	65,1%
Infirmiers, sages-femmes	0,91	0,74	82,3%	74,2%	960	-4,5%	-19,5%	88,8%	75,1%
<b>Ensemble des familles professionnelles</b>	<b>0,74</b>	<b>0,45</b>	<b>53,8%</b>	<b>62,1%</b>	<b>582 126</b>	<b>21,9%</b>	<b>-28,7%</b>	<b>91,3%</b>	<b>45,1%</b>

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,45 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au troisième trimestre 2009, contre 0,74 au troisième trimestre 2008.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de Pôle emploi. Exemple de lecture : 62,1 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi.

(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché, parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne), et les offres d'emploi sorties du fichier de Pôle emploi.

y Des tensions à la fois très corrélées à la conjoncture...

Les personnes dans les métiers du bâtiment et des travaux publics (BTP) exercent, pour la grande majorité d'entre eux, leur activité au sein du secteur de la construction. Les difficultés éventuelles d'ajustement entre l'offre et la demande d'emploi pour ces derniers sont donc fortement corrélées à la situation de ce secteur. Or, après un ralentissement du rythme de créations d'emploi dans la construction au cours de l'année 2008 en Ile-de-France, le secteur a perdu des emplois de janvier à fin septembre 2009 et ce, pour la première fois depuis fin 2004.

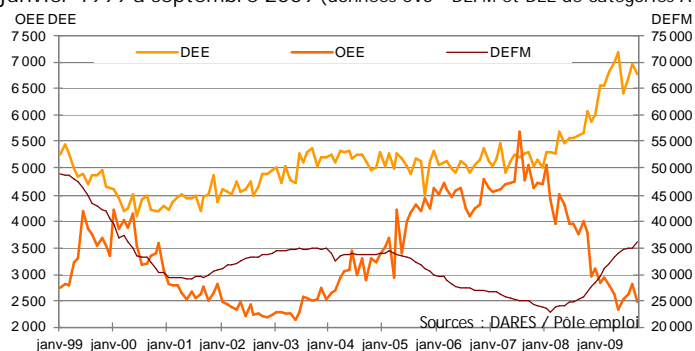
La construction, qui occupe 270 000 salariés en Ile-de-France, soit 6,0 % de l'emploi régional (données Urssaf), fait partie des secteurs pour lesquels les difficultés de recrutement sont le plus souvent dénoncées par les professionnels, que leur activité soit à la hausse ou qu'elle subisse, comme c'est le cas actuellement, une conjoncture moins favorable. Une approche quantitative des métiers du secteur souligne également des désajustements, plus ou moins intenses, entre offre et demande d'emploi, quel que soit le contexte économique.

y ...et qui demeurent en période de sous-activité

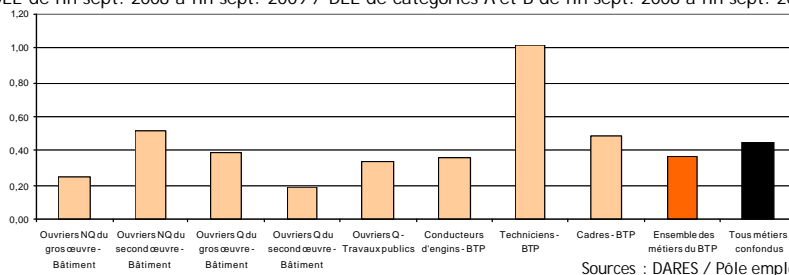
A fin septembre 2009, le principal indicateur de tension sur le marché du travail ne souligne pourtant pas, en moyenne, de désajustements manifestes pour les métiers du BTP. Leur taux de tension est en effet, au troisième trimestre 2009, inférieur à la moyenne régionale tous métiers confondus : respectivement 0,37 et 0,47 point. Une observation par métiers fait toutefois apparaître des situations contrastées. Les ratios « offres sur demandes » des techniciens, des cadres et des ouvriers non qualifiés du second œuvre, bien qu'en nette diminution par rapport à l'an passé, se situent en effet à un niveau toujours supérieur à la moyenne régionale.

On sait également que, dans le secteur de la construction, une partie importante des recrutements particulièrement pour les métiers les moins qualifiés, se réalise sans dépôt préalable d'offres à Pôle emploi, contribuant ainsi à minorer

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi pour les métiers du BTP, de janvier 1999 à septembre 2009 (données CVS - DEFM et DEE de catégories A et B)



Comparaison des taux de tension annuels, par métier (OEE de fin sept. 2008 à fin sept. 2009 / DEE de catégories A et B de fin sept. 2008 à fin sept. 2009)



Principales caractéristiques de la demande et de l'offre d'emploi des métiers du BTP	DEFM de catégories A et B à fin septembre 2009	Evolution de la DEFM en un an	Taux d'écoulement de la demande d'emploi en un an	Taux de satisfaction des offres d'emploi en un an	Evolution des offres d'emploi enregistrées en un an (3e trim. 2009 / 3e trim. 2008)
Ouvriers NO du gros œuvre - Bâtiment	4 806	41,1%	70,3%	90,5%	-34,0%
Ouvriers NO du second œuvre - Bâtiment	1 157	39,1%	66,8%	92,2%	-14,8%
Ouvriers Q du gros œuvre - Bâtiment	3 957	51,0%	64,7%	84,0%	-27,1%
Ouvriers Q du second œuvre - Bâtiment	4 641	27,0%	68,8%	88,7%	-28,1%
Ouvriers Q - Travaux publics	14 773	38,1%	64,2%	88,0%	-29,9%
Conducteurs d'engins - BTP	932	35,1%	64,8%	94,1%	-22,1%
Techniciens - BTP	2 445	36,1%	62,6%	90,9%	-44,1%
Cadres - BTP	3 384	55,4%	61,1%	88,8%	-39,2%
Ensemble des métiers du BTP	36 095	42,1%	65,6%	88,8%	-33,4%
Tous métiers confondus	582 126	21,9%	62,1%	91,3%	-28,7%

Sources : DARES / Pôle emploi

le rapport « offres sur demandes »

Aussi, à partir des statistiques de Pôle emploi, les tensions sur le marché du travail des métiers du BTP se manifestent-elles davantage par les niveaux du taux d'écoulement de la demande d'emploi et du taux de satisfaction des offres correspondantes.

Sur les douze derniers mois, et malgré une diminution très nette des offres enregistrées, les taux d'écoulement de la demande d'emploi des principaux métiers du BTP restent supérieurs à la situation observée en moyenne. Cela témoigne, signe d'un marché du travail tendu, d'une insertion sur le marché du travail plus rapide pour la majorité des demandeurs à la recherche d'un poste dans le domaine professionnel du BTP qu'en moyenne.

Bien qu'elle en ait limité l'ampleur, cette plus grande rapidité de sortie des fichiers de Pôle emploi n'a toutefois pas été suffisante pour éviter une augmenta-

tion importante du nombre de demandeurs inscrits sur un métier du BTP : 36 000 à fin septembre 2009, soit + 42,1 % entre septembre 2008 et septembre 2009, contre + 21,9 % tous métiers confondus. Cet écart d'évolution s'explique par un accroissement des flux d'inscription à Pôle emploi plus prononcé ces derniers mois pour les métiers du BTP qu'en moyenne, tous domaines professionnels confondus.

Enfin, tous les métiers du BTP, quelle que soit leur qualification, affichent des taux de satisfaction annuels des offres d'emploi inférieurs à la moyenne régionale. Signe d'une plus grande difficulté à pourvoir des postes vacants lorsqu'une offre est confiée à Pôle emploi, cet indicateur témoigne également d'un marché du travail tendu, d'autant plus que sa valeur inférieure à la moyenne ne se justifie pas par la stabilité des postes proposés, dont la durée de contrat est désormais, contrairement aux périodes précédentes, sensiblement équivalente à la moyenne.

## Les suppressions d'emploi envisagées dans les procédures de licenciement collectif ouvertes au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009

### y Un volume d'emplois menacés en légère diminution

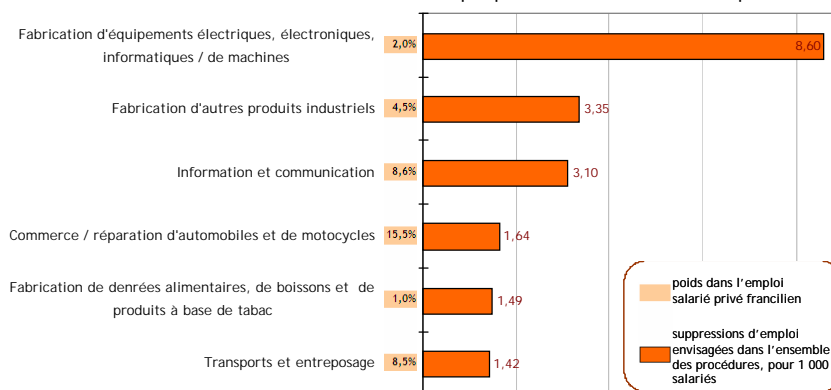
Tout employeur qui, dans une même période de 30 jours, envisage de licencier au moins 10 de ses salariés pour motif économique est tenu de le notifier aux directions de travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Au cours du troisième trimestre 2009, 164 procédures dites de licenciement collectif ont ainsi été ouvertes en Ile-de-France (contre 205 au trimestre précédent).

Si elles sont toutes conduites à terme, ces procédures se traduiront par la suppression de 6 595 emplois franciliens, soit 1,48 emplois détruits pour 1 000 emplois occupés actuellement. Ce chiffre atteint 5,19 pour 1 000 en cumulant l'ensemble des licenciements économiques collectifs notifiés à l'administration depuis janvier 2009 (et 7,14 pour 1 000 si l'on ajoute le dernier trimestre 2008).

Par analogie aux périodes précédentes, les notifications de restructurations dites lourdes, c'est-à-dire susceptibles de conduire à la suppression d'au moins 300 emplois, demeurent rares en Ile-de-France. Ainsi, une seule ouverture de procédure de ce type est observée au troisième trimestre 2009.

Si, comme le nombre de procédures, les perspectives de suppressions d'emploi sont moindres ce trimestre qu'au cours de la période précédente (6 595, contre 7 114), la moyenne des postes menacés par procédure est en revanche légèrement supérieure : 36 au troisième trimestre 2009, contre 33 d'avril à juin dernier (moyennes hors restructurations lourdes).

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009, proportionnellement à l'emploi salarié



Sources : DDTEFP (procédures) et Urssaf (emploi salarié à fin septembre 2009), Traitement : DRTEFP/SEPES

### y Une nouvelle répartition

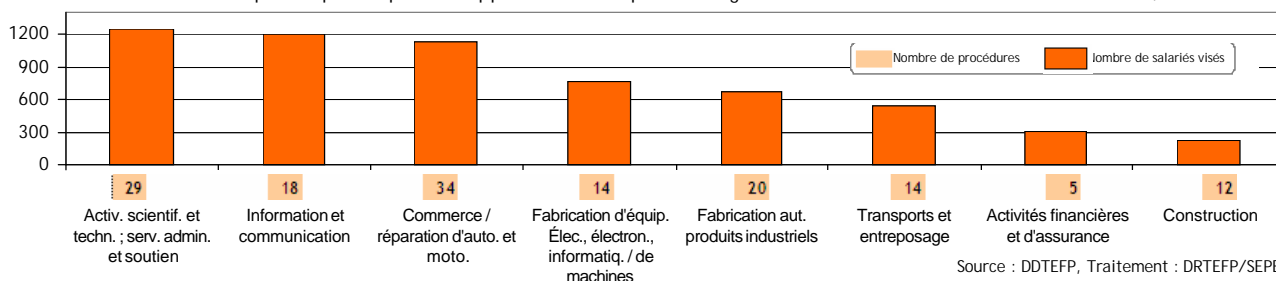
Si la répartition, entre la petite couronne et la grande couronne francilienne, des procédures ouvertes au troisième trimestre 2009 et des emplois ainsi menacés est identique à celle observée au trimestre précédent, des nuances apparaissent néanmoins à une échelle plus fine.

Les Hauts-de-Seine ne regroupent en effet plus que 13 % des suppressions de poste envisagées en Ile-de-France (contre 25 % au deuxième trimestre), au détriment notamment de Paris où 27 % des emplois menacés ce trimestre sont localisés (contre 20 % précédemment). En grande couronne, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise, particulièrement impactés au cours des périodes précédentes, enregistrent une nette diminution des emplois menacés. Alors que 25 % d'entre eux les concernaient au deuxième trimestre, ils n'en regroupent ainsi plus que 13 % au troisième. A contrario, l'Essonne et les Yvelines sont davantage touchés que précédemment.

La liste des secteurs d'activités les plus concernés par les suppressions d'emploi notifiées à l'administration au troisième trimestre 2009, proportionnellement aux emplois qu'ils offrent en Ile-de-France, est identique à celle relevée au deuxième trimestre 2009 : fabrication d'équipements électriques [...], fabrication d'autres produits industriels, information / communication et commerce.

Le principal motif d'ouverture de procédures est, au troisième trimestre 2009 comme aux périodes précédentes, la mise en redressement / liquidation judiciaire (une situation un peu plus fréquente ce trimestre, rencontrée dans près d'un cas sur deux). Viennent ensuite les difficultés économiques, puis, à part désormais égales, la sauvegarde de compétitivité (un motif cité uniquement dans les Hauts-de-Seine au deuxième trimestre 2009 et que l'on rencontre désormais également à Paris) et la réorganisation interne. Enfin, cinq procédures sont justifiées par une délocalisation.

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009, en valeur brute



Source : DDTEFP, Traitement : DRTEFP/SEPES

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France  
66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Joël Blondel

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques / [dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr)

Diffusion : Service communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877